

- a) un Conseil de contrôle composé des quatre commandants en chef;
- b) un Comité de coordination, que formaient leurs quatre suppléants,
- c) un personnel de contrôle réparti en douze divisions ou directions, au sein desquelles les quatre puissances étaient également représentées. Les décisions du Conseil de contrôle et de ses organismes quadripartis devaient être prises à l'unanimité. La liaison avec les autres gouvernements des Nations Unies était assurée par des missions militaires accréditées auprès du Conseil.

A l'échelon du Conseil de contrôle, on finit par se mettre d'accord en principe sur la démilitarisation, la réforme judiciaire, les réparations, les contingents industriels, les avoirs allemands à l'étranger, les impôts, la réglementation des recherches scientifiques et le châtimement des criminels de guerre. Mais il fut impossible de réaliser l'accord sur l'organisation de la main-d'œuvre, les partis politiques nationaux, la centralisation de l'administration économique, le commerce intérieur et extérieur, la monnaie, la réforme agraire, l'éducation ainsi que sur beaucoup d'autres problèmes.

La déclaration de Potsdam (2 août 1945) avait posé les principes politiques et économiques qui devaient régir l'Allemagne pendant la première période du contrôle et portait sur les réparations, les frontières de l'Allemagne orientale, le transfert des Allemands de l'est de la ligne Oder-Neisse, ainsi que le châtimement des criminels de guerre. En conséquence de l'Accord de Potsdam, un mouvement de migration massive entre l'ouest et l'est de l'Allemagne allait poser, et pose encore aujourd'hui, l'un des problèmes les plus graves que l'Allemagne occidentale ait jamais eu à résoudre.

Pacte anglo-américain sur la fusion des deux zones

L'unanimité des quatre puissances s'étant révélée de plus en plus illusoire au cours de 1946, le Royaume-Uni et les États-Unis commencèrent peu à peu à fusionner leurs politiques. D'avril à juillet, le Conseil des ministres des Affaires étrangères se réunit à Paris, sans toutefois pouvoir parvenir à un accord; en septembre, le secrétaire d'État américain, M. Byrnes, traduisait, dans son discours de Stuttgart, la pensée d'un grand nombre lorsqu'il déclarait: « En ce qui concerne maintes questions de première importance, le Conseil de contrôle ne gouverne pas plus l'Allemagne qu'il ne permet à l'Allemagne de se gouverner ». Du 4 novembre 1946 au 31 janvier 1947, le Conseil des ministres des Affaires étrangères se réunit à nouveau, sans réaliser plus de progrès sur la question allemande. Le 2 janvier, intervenait le Pacte anglo-américain sur la fusion des deux zones. Quant aux autres zones, elles se séparaient de plus en plus, tandis que chacune des quatre s'appliquait avec vigueur à organiser sa propre vie politique. Des élections régionales eurent lieu au cours de l'année dans tous les secteurs.

Durant l'année 1947, ce sont les problèmes d'ordre économique qui dominèrent la scène allemande. La rigueur de l'hiver obligea de nombreuses industries à fermer leurs portes et provoqua une pénurie critique de combustible. Les vivres étant rares, les gouvernements militaires américain et anglais eurent beaucoup de mal à assurer la distribution de quelques maigres rations à la population allemande. Au mois de mai, la bizone était dotée d'un conseil économique chargé d'élaborer un plan pour relever le niveau de l'industrie. Au cours de ses deux autres réunions, l'une à Moscou en mars, l'autre à Londres de novembre à décembre, le Conseil des ministres des Affaires étrangères vit encore échouer ses tentatives de concilier les divergences toujours croissantes entre la politique de l'URSS et celle des puissances occidentales. Le 17 décembre, les États-Unis et le Royaume-Uni signaient un accord répartissant le contrôle à exercer sur l'économie de la bizone en proportion des frais supportés par chacun des deux pays, ce qui assurait la prédominance aux États-Unis du point de vue économique.